Les interventions les plus marquantes

Les élus nationalistes se sont exprimés à tour de rôle, à commencer par Saveriu Luciani, conseiller exécutif mais également membre du conseil municipal de Ghisonaccia et du bureau de la communauté de communes qui a introduit la réunion en insistant sur le fait *« d'unir nos forces afin de construire la Corse de demain »*. Petr'Anto Tomasi a tenu à préciser que *« tout le monde arrive à concevoir que les élus se posent des questions »* en prônant l'engagement de tous pour avancer au service de la Corse.

Paul Félix Benedetti faisait partie des intervenants.

Également présent dans le public, Joseph Colombani, président de la chambre régionale d'agriculture n'a pas mâché ses mots : *« Je suis de Prunelli di Fium'Orbu et je peux vous dire que les poubelles ne me plaisent pas, c'est pour ça que je suis entièrement d'accord avec la décision des élus de la communauté de communes. Je soutiens donc les demandes officielles. Mais je ne soutiens pas les demandes qui sont faites* «in sottu», *que ce soit bien clair. »*

Par ailleurs Francis Giudici, seul membre du collectif d'élus qui bloquent le centre d'enfouissement à prendre la parole est venu pour défendre « en toute clarté », la position de ses homologues: *« Je n'ai pas pour habitude de me cacher quand il y a des débats mais force est de constater qu'il y a un manque de confiance concernant le grand plan qui nous a été proposé. Je tiens aussi à préciser, une fois de plus, que nous n'avons jamais demandé de compensations financières »*, avant de rappeler combien il est *« difficile d'expliquer à une population qui trie énormément de trier encore plus et d'accepter de faire de la place pour accueillir les poubelles des autres »*.

Resté en retrait durant une bonne partie des débats, Paul-Félix Benedetti, porte-parole de Core in Fronte mais aussi ingénieur en hydraulique, a tenu à s'exprimer longuement sur le sujet : *« Il faut déjà commencer par dire que l'endroit où se trouve le centre d'enfouissement n'est pas apte à recevoir ce type d'installation. Il se situe au milieu d'un cours d'eau et il empiète sur le bon fonctionnement du développement alluvionnaire »*, avant de prôner la dissolution du Syvadec afin de laisser cette compétence à la Collectivité de Corse et une étude approfondie sur la construction d'un incinérateur.

« Les choses ont évolué et les technologies aussi et il me semble nécessaire d'expertiser l'incinérateur », a-t-il conclu. Propos auxquels a tenu à répondre Julien Paolini, conseiller territorial mais également docteur en biochimie : *« l'incinérateur ne sera jamais amorti. Il faut au moins 100 000 tonnes pour qu'il fonctionne correctement et si nous prenons en compte nos ambitions concernant le tri, nous arriverons tout juste. Dans certains pays, ils sont obligés d'importer des déchets pour amortir les incinérateurs. »*

PAUL-MATHIEU SANTUCCI

Concilier intérêts de la Corse et du territoire

François Sargentini, qui a présenté les grandes lignes du plan de la majorité territoriale, comme il l'avait fait le jour même sur les ondes de RCFM dans le cadre du Club de la Presse (voir ci-dessous), avait surtout pour objectif de demander une reprise des [illegible] à la dernière réunion – ce que l'autre partie conteste –, il s'est montré plutôt consensuel. *« Il faut trouver un chemin qui prenne en compte les intérêts de la Corse et ceux de votre territoire, a-t-il notamment déclaré. Nous avons pris connaissance de la liste de nuisances engendrées par la hausse des volumes de déchets. Et nous sommes disposés à y apporter des réponses. [illegible] cussions. »*

Après avoir haussé le ton la semaine dernière, l'Exécutif a visiblement choisi de reprendre la politique de la main tendue. Les élus du Fium'Orbu-Castellu la saisiront-ils ? Leur représentant Francis Giudici s'est en tout cas engagé à en référer à ses collègues. La suite au prochain numéro…

I.V.

François Sargentini : "L'export, c'est une soupape de sécurité en cas de blocage"

Invité du Club de la presse sur RCFM, hier, le président de l'office de l'environnement a remis quelques aiguilles à l'heure au cadran de la question des déchets. Sans surprise, il a réaffirmé que *"la majorité travaille". "Quand je suis arrivé à la tête de l'office, ma première action a été de réunir dans un pôle l'ensemble des compétences, ce qui n'existait pas avant. État, CdC, office de l'environnement, Syvadec. Aujourd'hui, nous avons construit un plan de nature à nous amener vers plus de sérénité. Le seul problème, c'est la gestion des trois années qui restent pour arriver à sa mise en place. Et là, effectivement, se pose le problème à Viggianello et Prunelli-di-Fium'Orbu."* Un problème de taille, reconnaît François Sargentini, mais qui tient aussi au fait que *"nous avons eu une réunion le 20 août avec les élus de la communauté de communes du Fium'Orbu-Castellu et à ce moment-là nous nous sommes quittés avec un accord. Accord qui prévoyait que la communauté de communes devait nous faire remonter des projets afin que nous puissions mettre en place, comme je l'ai dit au président Louis Cesari, des commissions techniques, y compris des réunions avec des responsables de l'Exécutif pour avancer et soutenir ces projets. Nous nous sommes retrouvés trois jours après dans quasiment une situation de rupture."* Reste que le président de l'office veut croire en la bonne volonté des élus locaux auxquels il lance un appel : *"Je leur demande de manière officielle d'aller le plus tôt et le plus vite possible vers une réunion pour entrer dans la phase concrète des discussions."*
Évoquant les centres de stockage - et non plus d'enfouissement, ainsi que l'impose désormais une directive européenne - François Sargentini a rappelé *"qu'en dessous de 25 000 tonnes aucun centre n'est rentable. On sait donc par rapport au tonnage à enfouir en Corse, que nous avons besoin de deux centres qui vont atteindre ce seuil de rentabilité"*. Si le problème de leur implantation demeure entier, des pistes existent, plaide le conseiller exécutif. *"Sur Moltifau, les études continuent et nous annoncerons dans les mois qui viennent d'autres endroits sur lesquels nous allons prospecter"*, études de faisabilité à la clé. Enfin, l'export est *"une soupape de sécurité en cas de blocage pour que le plan que mettons en route ne soit pas paralysé. Cela va coûter très cher, on en aura une idée plus précise dans quelques jours avec l'ouverture des plis de l'appel d'offres qui a été lancé, mais quoi qu'il en soit le plan va à lui seul demander l'engagement de plusieurs dizaines de millions d'euros sur plusieurs budgets"*.

A.-C. CHABANON